



Déclaration de la CGT-Culture le 18 octobre 2011 devant le CTP de la Direction général des Patrimoines

Ce mardi 18 octobre 2011 restera gravé dans l'histoire du ministère de Frédéric Mitterrand et dans celle de la Direction générale des Patrimoines. Son CTP est en effet convoqué ce jour pour examiner le décret constitutif de la Maison de l'histoire de France.

Or, 13 mois après le discours de Nicolas Sarkozy à Lascaux reçu comme une gifle par les personnels du ministère de la culture, par les agents des musées et des archives nationales, ce projet présidentiel, le « projet » culturel du quinquennat suscite plus que jamais une intense controverse. Il se heurte à une opposition chaque jour un peu plus élargie et déterminée. La Maison de l'histoire de France soulève un tollé auquel messieurs Sarkozy et Mitterrand ne peuvent rester sourds plus longtemps.

On ne compte plus en effet les interventions et les tribunes de professionnels, d'historiens, de scientifiques, d'artistes, de personnalités imminentes qui, toutes, contribuent à dévoiler la nature réel de ce « grand » dessein présidentiel. Car enfin la vacuité de ce projet n'a d'égal que sa dangerosité idéologique. Fait du prince, la Maison de l'histoire de France est née de la volonté d'un homme au cœur d'une séquence politique gravement entachée par l'émergence de manœuvres pitoyables et révoltantes autour des questions d'identité et de mémoire nationales. Cette triste histoire, celle qui s'écrit sous nos yeux, c'est celle d'un pays affecté par les fractures et les divisions, blessé par de multiples atteintes aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Les personnels du ministère de la culture eux aussi ne s'y sont pas trompés. Des archives, des musées, mais aussi de tous les secteurs, ils sont vent debout contre ce projet. Ils sont vent debout contre la Maison de l'histoire de France non pas seulement parce qu'elle percute violemment leurs missions et leur travail mais bien en tant qu'elle est l'antithèse de l'idéal de démocratie culturelle porté valeureusement par le ministère auquel ils sont tellement attachés.

Avec la Maison de l'histoire de France, le pouvoir touche donc à des choses extrêmement graves et essentielles à l'exercice même d'un service public de la culture. Il n'aura échappé à personne non plus, et surtout pas aux agents directement concernés, que ce projet s'inscrit dans une longue trajectoire de réforme visant au démantèlement de ce ministère et à la marchandisation de la culture.

A terme, ce projet menace explicitement et les musées nationaux et les archives nationales. Si l'implantation de la Maison de l'histoire de France aux archives

nationales au sein du quadrilatère Rohan-Soubise dans le Marais à Paris est une hérésie que nous combattons et que nous combattrons sans faiblir, que dire du sort réservé aux musées nationaux et à leur réseau. En vérité, la Maison de l'histoire de France viendrait parachever l'entreprise de démolition systématique du service public muséal commencée dès le début des années 90 avec la multiplication d'opérateurs autonomes programmés pour installer des musées-entreprises offerts sans restriction à la concurrence marchande.

L'acharnement de la majorité actuelle à briser les reins des services à compétence nationale (SCN) pour mieux les rayer du paysage administratif via la RGPP vaut tout autant d'ailleurs pour Saint-Germain, Cluny, Ecoeu, Compiègne, Pau, Malmaison, les Eyzies, les Plans et reliefs aux Invalides que pour les archives nationales.

Quant à la conception même des musées et des archives, ce projet, dont l'ancrage idéologique nauséabond nous révolte, est un projet en tout point réactionnaire.

L'évolution trop lente et insuffisante encore mais néanmoins incontestable des musées nationaux vers la contemporanéité, leur nécessaire ouverture à la diversité des publics et au dialogue vivant entre les différents temps de la création dans toute leur étendue et leur complexité ne sauraient supporter ce projet indigent qui prétend réduire le musée à l'écriture d'un mauvais roman national.

S'agissant des archives nationales - outil précieux et irremplaçable de la citoyenneté et de la démocratie devant impérativement être préservé de toute manipulation politique -, elles ont besoin de tout leur espace et de tous leurs moyens pour mettre en œuvre un projet scientifique, culturel et éducatif répondant aux attentes du public. Or l'ouverture prochaine du site de Pierrefitte ne se marchande pas contre la casse des archives nationales à Paris.

La Maison de l'histoire de France, projet politique et politicien s'il en est, si souvent épinglé par les médias ces derniers mois, rencontre à présent toutes les réponses politiques qu'elle mérite. Il en va ainsi des déclarations tout à fait officielles et des écrits de plusieurs candidats à l'élection présidentielle de 2012 et de formations politiques de l'opposition.

Commençons par **François Hollande**, candidat du Parti Socialiste à l'élection présidentielle, dans un ouvrage programmatique publié le 25 août dernier, il écrit : « *La transmission de l'histoire nationale ne peut être décrétée, ni le musée ou la "maison" qui va avec. Elle ne peut servir d'argument électoraliste comme c'est le cas actuellement. Il faut laisser les historiens, les muséographes, travailler. Et ne pas voir des ministres ou un président de la République devenir les propagandistes d'une vision agressive et caricaturale du passé national où toute perspective critique serait bannie au bénéfice de discours incantatoires sur la grandeur de la France.* » (p. 39)

...Plus loin : « *Un grand musée d'histoire en France est une belle idée. Celle de la « Maison de l'histoire de France », avec l'improvisation administrative qui la caractérise, sa dimension de fait du prince sans concertation ni réflexion, son refus de prendre en compte les avancées de la recherche et le questionnement des publics, est un projet qui n'est pas à la hauteur des grandes initiatives culturelles françaises. On trouvera demain les voies d'un musée d'histoire.* » (pp. 41-42).

Pour sa part, Madame **Eva Joly**, candidate d'Europe Ecologie-Les Verts à l'élection présidentielle, dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 22 septembre 2011,

plaide pour un haut lieu de la Révolution à Paris. Elle écrit : « *Plus que jamais, il est nécessaire de réfléchir sur l'histoire de notre pays. Non pour célébrer un roman national largement imaginaire, mais au contraire pour puiser, dans le passé, des forces pour l'avenir. Voulons-nous imposer un pacte social sur le mythe des origines et sur le rejet de l'étranger comme le rêverait la droite extrême ? Voulons-nous perpétuer le culte de la Grande France, du temps béni des colonies et de la puissance enluminée, comme le propose la droite traditionnelle ? Ou voulons-nous, en accord avec les idéaux des Lumières, retrouver l'esprit de fête de la Révolution et de la Fédération (14 juillet 1790) pour créer un nouvel espoir d'émancipation et un nouvel horizon pour notre pays ?* »

Plus loin : ...Ce haut lieu de la Révolution française «...remplacerait le projet présidentiel de maison de l'histoire de France, dont les contours pompeux - ce n'est pas là le moindre des paradoxes - ne sont en rien fidèles à "l'identité" du pays telle qu'en parlait Braudel. L'histoire de France est longue. Comment condenser toute sa richesse en une visite de quelques heures ? La vision sarkozienne d'un grand musée d'histoire nationale risque d'aboutir à une triste machine à simplifier.

Nous n'avons pas besoin d'un dépositaire de l'histoire officielle ; il ne faut pas un seul, mais une multitude de lieux différents, chacun dédié à des thèmes, à des époques ou à des lieux définis pour que nous puissions nous réapproprier et comprendre notre passé. Une constellation répartie sur tout le territoire, dans laquelle la maison de la Révolution aurait toute sa place... »

Les enjeux attachés à ce projet sont si graves qu'il est indispensable que nous vous donnions **lecture de plusieurs déclarations officielles dans leur intégralité**. Elles sont autant de messages de soutien à la mobilisation des agents et à ceux que vous menacez de sanctions disciplinaires.

Celle de Jean-Luc Mélenchon

Candidat à l'élection présidentielle pour le Front de Gauche

Nicolas Sarkozy doit renoncer à la Maison de l'histoire de France

Le 12 septembre 2010, le Président de la République annonçait la création d'une Maison de l'histoire de France (MHF) sur le site des Archives nationales à Paris. Ce projet voulu à toute force par Nicolas Sarkozy et soutenu sans réserve par le ministre de la culture, Frédéric Mitterrand, a aussitôt soulevé une vague d'indignation très importante. Très rapidement en effet de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer une décision entachée par l'instrumentalisation droitière des concepts d'identité nationale, de quête identitaire et mémorielle.

L'opposition résolue des historiens, de la communauté scientifique, des acteurs de la culture, des professionnels, des artistes, d'importantes personnalités, mais aussi des personnels du ministère de la culture et de leurs représentants syndicaux n'a cessé depuis de s'amplifier. Ce large mouvement connaît à présent un écho populaire et une résonance médiatique remarquables.

Le comité d'orientation scientifique de la Maison de l'histoire de France mis en place par Frédéric Mitterrand pour apaiser les esprits a rendu ses premières conclusions en juin dernier. En vérité, celles-ci ne lèvent aucune des lourdes hypothèques idéologiques qui pèsent sur le projet. Tout au contraire, elles confirment que la MHF relève d'une conception étriquée et manichéenne de l'histoire.

La volonté présidentielle d'implanter la MHF au sein du quadrilatère Rohan-Soubise dans le Marais à Paris menace de fait les Archives nationales dans leur emprise

historique et dans leur nécessaire développement au service de tous les publics. Il en va ainsi du devenir d'une institution essentielle à la démocratie et à la citoyenneté. La MHF, c'est aussi une arme redoutable tournée contre les musées nationaux, le réseau qu'ils constituent, et leurs missions fondamentales pourtant au cœur des enjeux de la démocratisation de la culture.

Nul ne s'y trompe. La MHF de Nicolas Sarkozy viendrait un peu plus encore fragiliser le ministère de la culture et le service public culturel déjà gravement ébranlés par la Révision Générale des Politiques Publiques et plus de quatre ans marqués par des restructurations profondes, des coupes budgétaires et des destructions d'emplois insupportables.

La répression syndicale qui s'abat aujourd'hui sur trois militants des Archives nationales - appartenant à trois organisations différentes - et que nous condamnons avec la plus grande fermeté, est la marque d'un pouvoir aux abois, plus que jamais affaibli dans sa légitimité politique. L'Elysée et la rue de Valois doivent lever sans délai toute menace de sanction contre ces syndicalistes.

Nous demandons au Président de la République de renoncer à la Maison de l'histoire de France.

La déclaration de Philippe Poutou

Candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste à l'élection présidentielle

Stop aux sanctions contre des militants syndicaux aux Archives de France.

Après des mois de luttes contre la transformation des Archives nationales en Maison de l'histoire de France, le gouvernement entend taper sur les militants syndicaux qui ont mené la résistance contre le projet impulsé par N. Sarkozy.

Trois d'entre eux sont menacés de sanctions pour s'être opposés à la disparition des Archives nationales, héritage de la Révolution française, au profit d'un projet présidentiel donnant de notre passé une image formatée par la droite au pouvoir.

Cette Maison de l'histoire de France, voulue par N. Sarkozy, ne serait qu'un instrument de propagande pour diffuser une histoire officielle, gommant un passé riche de mouvements sociaux, révoltes, révolutions, guerres anti-coloniales, luttes pour les droits sociaux et démocratiques.

Ce projet a suscité l'opposition non seulement des personnels du ministère de la culture mais également des historiens, d'universitaires, de professionnels de la culture, d'artistes et de nombreuses personnalités.

Un an après, ce combat continue et le NPA le soutient entièrement.

Le NPA exige l'arrêt des menaces et des intimidations contre les militants syndicaux inquiétés et la levée des sanctions à leur égard.

Enfin,

Pour le Parti Communiste Français, la déclaration de Pierre Laurent, secrétaire national, et de Alain Hayot, délégué national à la culture

Arrêtez la casse du ministère de la culture !

Le Parti communiste français exige le retrait du projet de « Maison de l'Histoire de France ». Loin des enjeux historiques et muséographiques actuels, ce projet renoue avec une conception de l'histoire nationale que l'on pensait révolue. Outre l'idée sarkozienne de lancer un « grand projet » emblématique d'un quinquennat qui, il est

vrai, en manque cruellement, il s'agit, en s'appuyant sur un désir réel des citoyens de maîtriser la connaissance de leur propre histoire, de renouer avec un nationalisme hérité du 19ème siècle et des heures les plus sombres du siècle dernier. La réhabilitation d'une conception figée et agressive de l'identité nationale, comme nous l'avons déjà constaté en d'autres circonstances, constitue un des axes majeurs de la politique sarkozienne, aux côtés de la marchandisation effrénée de la culture et de l'entertainment généralisé façon nord-américaine.

La communauté des historiens, comme l'ensemble des personnels du Ministère de la Culture et de la Communication récusent le projet sarkozyen de Maison de l'Histoire de France :

- Son implantation au sein du site des Archives, qui déstabiliserait l'évolution de ces dernières et rendrait impossible l'installation des archives du notariat, prévues de longue date à l'Hôtel de Rohan.
- Son coût prévisionnel de plusieurs dizaines de millions d'euros, dont 7 au moins ont déjà été dilapidés dans une préfiguration hasardeuse.
- Son statut atypique d'établissement public intégré à un GIP (groupement d'intérêt public) intégrant de surcroît 9 importants musées nationaux d'art et d'histoire, poursuivant ainsi le démantèlement des grands « Services à compétence nationale » de ce Ministère.

La ferme résistance des personnels et de leurs organisations syndicales a débouché sur une volée de sanctions disciplinaires, directement inspirées par le cabinet du ministre. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les mesures d'intimidation dont font l'objet plusieurs agents. Nous exigeons la levée immédiate des sanctions prises à l'encontre de fonctionnaires qui n'ont fait que remplir le mandat syndical qui leur a été confié.

Le Parti communiste français est, une fois de plus, aux côtés de tous ceux qui réclament l'abandon définitif de ce projet, à commencer par les personnels du Ministère de la Culture et de la Communication et de leurs organisations syndicales unanimes.

Vous le voyez, Monsieur le Directeur général, rien ni personne ne saurait désormais arrêter le combat que nous menons contre la Maison de l'histoire de France et, bien au-delà encore, pour le ministère de la culture et le service public culturel.

Rien ni personne ne saurait résister à la soif de vérité, de débat et de dignité des personnels. Cette lutte, nous allons la gagner.

Alors oui, nous le demandons tous ensemble avec force et dans l'unité syndicale à messieurs Sarkozy et Mitterrand, au nom de la raison, de la justice et de la démocratie :

- renoncez à la Maison de l'histoire de France,
- levez immédiatement toute menace de sanction contre nos camarades des archives nationales.

Paris, le 18 octobre 2011